



PREMIER TRIMESTRE DE 2021 COMMUNIQUÉ PORTANT SUR LES RÉSULTATS

LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2021

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <http://www.rbc.com/investisseurs>.

Bénéfice net
3,8 milliards de dollars
Hausse de 10 %
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué par action
2,66 \$
Hausse de 11 %
d'un exercice à l'autre

DPPC ⁽¹⁾
110 millions de dollars
Ratio de la DPPC liée aux prêts en baisse de 16 p.b. ⁽²⁾
d'un trimestre à l'autre

RCP ⁽³⁾
18,6 %
Hausse de 100 p.b.
d'un exercice à l'autre

Ratio CET1
12,5 %
Nettement supérieur
au seuil réglementaire

TORONTO, le 24 février 2021 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 847 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, soit une hausse de 338 millions, ou 10 %, sur un an, le bénéfice dilué par action ayant enregistré une forte croissance de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats dans l'ensemble de nos secteurs ont profité de la forte croissance des volumes, de l'intensification des activités des clients et de l'optimisme des marchés, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par l'incidence de la faiblesse des taux d'intérêt et la hausse des charges attribuable principalement à la rémunération variable et la rémunération à base d'actions proportionnelles aux solides résultats. Le bénéfice record du secteur Marchés des Capitaux ainsi que la croissance positive du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances, ont été neutralisés en partie par les faibles résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Les résultats du trimestre considéré reflètent également une diminution des dotations à la provision pour pertes de crédit, le ratio total de la dotation à la provision pour pertes de crédit liées aux prêts s'étant établi à 7 p.b., principalement en raison de la contrepassation de dotations liées aux prêts productifs. La baisse des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à cette diminution. Nos réserves demeurent prudentes et reflètent les incertitudes liées à la pandémie de COVID-19, comme en atteste notre ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit de 85 p.b.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 601 millions de dollars grâce à l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et de trésorerie. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les faibles résultats du secteur Assurances.

Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 12,5 %, lequel a favorisé la forte croissance des volumes et le versement d'un dividende de 1,5 milliard de dollars sur les actions ordinaires. De plus, notre ratio de liquidité à court terme moyen a été robuste, atteignant 141 %.

« Malgré l'environnement macroéconomique incertain attribuable à la pandémie de COVID-19, nous amorçons l'exercice 2021 dans une solide position, et ce, dans tous nos secteurs. Cela atteste de la résilience de notre modèle d'affaires diversifié, de notre approche prudente en matière de gestion des risques, de nos importants investissements dans la technologie et du dévouement de nos collègues envers nos clients et nos collectivités. Alors que la relance économique s'amorce à l'échelle mondiale, notre envergure, notre position de capital et de liquidité robuste et nos capacités technologiques sont autant d'atouts qui nous permettent de continuer à investir prudemment dans la croissance à long terme et à créer de la valeur durable pour nos clients, nos actionnaires et nos collectivités. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

**T1 2021
par rapport au
T1 2020**

- Bénéfice net de 3 847 millions de dollars ↑ 10 %
- Bénéfice dilué par action de 2,66 \$ ↑ 11 %
- RCP de 18,6 % ↑ 100 p.b.
- Ratio CET1 de 12,5 % ↑ 50 p.b.

**T1 2021
par rapport au
T4 2020**

- Bénéfice net de 3 847 millions de dollars ↑ 19 %
- Bénéfice dilué par action de 2,66 \$ ↑ 19 %
- RCP de 18,6 % ↑ 260 p.b.
- Ratio CET1 de 12,5 % → 0 p.b.

(1) DPPC : Dotation à la provision pour pertes de crédit.

(2) p.b. : Points de base.

(3) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR figurant à la page 3 du présent communiqué.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 793 millions de dollars, en hausse de 107 millions, ou 6 %, sur un an, en raison principalement de la croissance moyenne des volumes, qui demeure solide à 12 % (soit une hausse de 19 % pour les dépôts et de 6 % pour les prêts) dans le secteur Services bancaires canadiens et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ces facteurs ont été atténués par le rétrécissement des écarts.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 291 millions de dollars, ou 19 %, ce qui reflète essentiellement la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, la croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que l'accroissement des revenus sur cartes et des revenus de change. Le calendrier des honoraires a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des coûts liés au personnel.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net de 649 millions de dollars est en hausse de 26 millions, ou 4 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la croissance moyenne des prêts et de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflètent l'appréciation des marchés et les ventes nettes, déduction faite de la rémunération variable connexe. L'accroissement des honoraires liés au rendement attribuable à la performance solide des fonds et le recul de la dotation à la provision pour pertes de crédit ont également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence du recul des taux d'intérêt sur les prêts et les dépôts dans des comptes de passage, ainsi que par la hausse des coûts liés au personnel.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est renforcé de 103 millions de dollars, ou 19 %, en raison surtout d'une hausse du bénéfice qu'a permise la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite de la rémunération variable connexe, et de la réduction de la dotation à la provision pour pertes de crédit. La progression des revenus tirés des transactions et l'accroissement des honoraires liés au rendement attribuable à la performance solide des fonds ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'augmentation des coûts liés au personnel.

Assurances

Le bénéfice net a atteint 201 millions de dollars, en hausse de 20 millions, ou 11 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par une hausse de la sinistralité en général et par l'amélioration de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence d'un fléchissement des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et une baisse des volumes des produits d'assurance vie à l'échelle internationale.

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net a diminué de 53 millions de dollars, ou 21 %, en raison surtout de la baisse de la sinistralité favorable liée aux placements et à une nouvelle réduction des activités. La hausse des coûts des sinistres et le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par des changements défavorables dans les hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent.

Services aux investisseurs et de trésorerie

Le bénéfice net s'est chiffré à 123 millions de dollars, en baisse de 20 millions, ou 14 %, par rapport à il y a un an, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, laquelle a découlé d'un environnement moins favorable au chapitre des taux d'intérêt au cours du trimestre considéré et de la plus grande liquidité d'entreprise, facteurs qui ont été compensés en partie par l'accroissement des profits tirés de la vente de titres. La diminution des revenus générés par les dépôts des clients attribuable principalement à la baisse des taux d'intérêt a également contribué à la diminution.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 32 millions de dollars, ou 35 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, laquelle a découlé principalement des occasions sur le marché monétaire au cours du trimestre considéré, et de la hausse des revenus tirés de nos services d'administration d'actifs attribuable à l'intensification des activités des clients.

Marchés des Capitaux

Le bénéfice net s'est établi à 1 067 millions de dollars, soit une hausse de 185 millions de dollars, ou 21 %, sur un an, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus, laquelle découle principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, essentiellement aux États-Unis, et reflète l'intensification des activités des clients, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par un recul des revenus tirés des activités de fusion et acquisition, qui sont néanmoins demeurés solides, en ce sens qu'ils n'ont été excédés qu'une fois par le passé, soit au premier trimestre de 2020. La diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des impôts attribuable en grande partie à des changements dans la composition du bénéfice.

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net a progressé de 227 millions de dollars, ou 27 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus, qui reflète principalement l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions. La diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Fonds propres, liquidité et qualité du crédit

Fonds propres – Au 31 janvier 2021, le ratio CET1 s'est établi à 12,5 %, soit au même niveau qu'au trimestre précédent, favorisé par les capitaux autogénérés, l'incidence favorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global et l'incidence favorable des rendements des actifs dans la détermination de nos obligations au titre des prestations de retraite. Ces facteurs ont été contrebalancés par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques attribuable à la forte croissance interne et par l'incidence d'une réduction des modifications liées aux fonds propres découlant de la baisse du taux d'exclusion applicable aux provisions de stade 1 et de stade 2 admissibles, qui est passé de 70 % à 50 %, ainsi que par une contrepassation de dotations au titre des prêts productifs au cours du trimestre considéré.

Liquidité – La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2021 s'est établie à 141 %, ce qui représente un excédent d'environ 104 milliards de dollars par rapport au taux de 145 % et à un excédent d'environ 112 milliards au trimestre précédent. Les niveaux du ratio de liquidité à court terme sont demeurés relativement stables par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2020, la croissance des prêts ayant été en grande partie annulée par une augmentation soutenue des dépôts de clients.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, le ratio de liquidité à long terme s'est établi à 118 %. Ce ratio est actuellement élevé en grande partie en raison de l'augmentation des dépôts des clients attribuable aux effets de la pandémie qui se sont fait sentir dans tout le secteur et aux mesures prises par les banques centrales à cet égard.

Qualité du crédit

Premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à 110 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 121 millions de dollars, en baisse de 300 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 7 p.b., en baisse de 19 p.b. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffré à 13 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (97) millions de dollars, contre 83 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui tient principalement à la contrepassation de dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. En dépit des incertitudes qui subsistent en ce qui a trait aux effets de la pandémie de COVID-19, ces contrepassations sont largement attribuables à des améliorations de nos perspectives en matière de qualité du crédit pour le trimestre considéré.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 218 millions de dollars, soit un recul de 120 millions par rapport à il y a un an, en raison de la réduction des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux et des recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine.

Premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a diminué de 277 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a reculé de 16 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (97) millions de dollars, contre 147 millions au trimestre précédent, ce qui tient principalement à la contrepassation de dotations au cours du trimestre considéré dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, contrastant avec les dotations constituées dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a diminué de 33 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, reflétant la réduction des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux et la recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine, qui ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Correction de valeur pour pertes de crédit

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts et acceptation exprimée en pourcentage du total des prêts et acceptations s'est établie à 85 p.b., en baisse de 4 p.b. par rapport au dernier trimestre et en hausse de 32 p.b. par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Banque relationnelle à l'ère numérique

L'utilisation du numérique poursuit sa progression comme l'illustre l'augmentation de 12 % du nombre d'utilisateurs de services mobiles actifs sur 90 jours par rapport à il y a un an pour atteindre 5,2 millions et la hausse du nombre de sessions mobiles de 40 % sur un an pour dépasser les 100 millions pour la toute première fois. L'adoption du numérique a progressé pour atteindre 56,0 % et les transactions en libre-service ont atteint 93,8 %, soit une augmentation de 500 p.b. par rapport à l'an dernier.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR. Nous l'utilisons à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs.

Pour de plus amples renseignements sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les autres principales mesures du rendement et mesures hors PCGR, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent communiqué portant sur les résultats, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications, y compris les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers. L'information prospective contenue dans le présent communiqué portant sur les résultats est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 (le « rapport annuel 2020 ») ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique, les technologies de l'information et les cyber-risques, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tiers parties, les changements de réglementation, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, la culture et la conduite, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, les risques environnementaux et sociaux et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19, et leur incidence sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, ainsi que sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent communiqué portant sur les résultats sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux rubriques Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2020, mises à jour aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent communiqué portant sur les résultats. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent communiqué portant sur les résultats sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

ACCÈS AUX DOCUMENTS TRAITANT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué portant sur les résultats trimestriels, les diapositives sur nos résultats trimestriels, de l'information financière supplémentaire et notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2021 en accédant à l'adresse www.rbc.com/investisseurs.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels et diffusion Web

Notre conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 24 février 2021 à 8 h (HE) et comportera une présentation par les dirigeants de RBC de nos résultats pour le premier trimestre. Cette présentation sera suivie d'une période de questions pour les analystes. Les parties intéressées pourront écouter en direct la conférence téléphonique en accédant à l'adresse rbc.com/investisseurs/quarterly-financial-statements.html ou en composant le 416-340-2217 ou le 866-696-5910 et en entrant le code d'accès 9794830#, entre 7 h 50 et 7 h 55 (HE).

Les commentaires de la direction seront affichés sur notre site Web peu après la conférence téléphonique. De plus, il sera possible d'écouter un enregistrement de la conférence dès le 24 février 2021 à 17 h (HE), et ce, jusqu'au 26 mai 2021, en accédant à l'adresse rbc.com/investisseurs/quarterly-financial-statements.html ou en composant le 905-694-9451 ou le 800-408-3053 et en entrant le code d'accès 8026879#.

Renseignements aux médias

Gillian McArdle, directrice principale, Communications, Gestion des risques du Groupe et Finance, gillian.mcardle@rbccm.com, 416-842-4231
Denis Dubé, Relations avec les médias, 514-874-6556

Renseignements aux investisseurs

Nadine Ahn, première vice-présidente, Financement de gros et Relations avec les investisseurs, nadine.ahn@rbccm.com, 416-974-3355

Asim Imran, vice-président, Relations avec les investisseurs, asim.imran@rbc.com, 416-955-7804

Marco Giurleo, directeur principal, Relations avec les investisseurs, marco.giurleo@rbc.com, 416-955-2546

APERÇU DE RBC

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 86 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 34 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Nous sommes fiers d'appuyer une grande diversité d'initiatives communautaires par des dons, des investissements dans la collectivité et le travail bénévole de nos employés. Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.rbc.com/collectivités-durabilite.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent communiqué portant sur les résultats comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA et RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent communiqué portant sur les résultats, y compris celles qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada, sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.